L’édito de la revue l’Émancipation syndicale et pédagogique n°1, septembre 2013

Pour cette rentrée, le gouvernement entonne l’air de la reprise… Qu’on en juge : c’est le règne de l’austérité avec le blocage persistant des salaires, avec les augmentations des tarifs publics, avec la poursuite des cadeaux aux actionnaires et aux patrons, qui seraient en fait les seuls bénéficiaires de cette très hypothétique reprise. Le chômage et la précarité frappent les travailleurs du privé (multiplication des fermetures d’entreprises et des plans sociaux…) comme du public (l’explosion des licenciements d’AED, contractuels et stagiaires… relativise l’annonce d’une ébauche de titularisation des AVS). Les conditions de travail sont désastreuses, dans l’Education, comme ailleurs, avec les contre réformes Sarkozy conservées et aggravées par Peillon et Fioraso…

Les retraites au cœur de la lutte contre l’austérité

Pour faire face à une telle politique la riposte doit être à la hauteur. Ce qui impose déjà d’unifier les revendications en se battant contre tout licenciement, pour le réemploi et la titularisation de touTEs les précaires, pour l’augmentation substantielle des salaires (300 € pour touTEs), et pour des créations massives de postes. Mais ce ne sera pas suffisant pour espérer résister à l’offensive du capitalisme et de ses serviteurs gouvernementaux, qui ont la maîtrise du calendrier et qui ont décidé d’attaquer les retraites dès cette rentrée, au prétexte de prévenir une aggravation du déficit des caisses.

La défense inconditionnelle des retraites constitue donc une priorité.
Mais pas seulement pour une question de timing. La bataille pour les retraites a une répercussion sur l’ensemble des luttes des travailleurEs dans ce pays. Le report de l’âge du départ à la retraite a directement une action négative sur l’emploi et les conditions de travail.
Tout comme des niveaux de pensions trop faibles ou des pénalités dissuasives.

À l’inverse, le niveau du chômage et des salaires agit directement sur le financement des budgets sociaux et de ce point de vue les luttes contre l’exclusion renforcent celle pour les retraites.

Le système global de solidarité qu’est la protection sociale, et particulièrement la retraite, salaire continué ou différé géré par les travailleurEs, est un acquis des luttes et de la Résistance. Et le gouvernement n’a aucune légitimité pour y toucher. Sa seule intervention acceptable serait de stopper et restituer aux budgets sociaux les exonérations fiscales et de cotisations accordées aux patrons, sans oublier ses propres prélèvements sur les comptes sociaux. Dans ce cas de figure, il n’y aurait pas de déficit ! Mais il semble que ce ne soit pas du tout l’orientation retenue par le gouvernement qui veut allonger la durée de cotisation pour touTEs et le faire accepter par les syndicats en échange d’avancées pour certaines catégories (pénibilité et longueur de la carrière, prise en compte des enfants…).

37,5 annuités pour touTEs

Mais les organisations syndicales n’ont pas plus de légitimité que le gouvernement pour négocier à la baisse ou vendre à la découpe ce droit universel des retraites. Leur fil à plomb doit rester la revendication unifiant les différentes situations, du public comme du privé : 37,5 annuités pour touTEs, pour une retraite à 60 ans à taux plein, calculée sur les 6 meilleurs mois. Cela suppose l’abrogation des textes de 93, des réformes Fillon/Sakozy et le retrait du projet gouvernemental actuel.

Cette cohérence revendicative doit être servie par la construction d’un rapport de force suffisant,

avec une action unitaire à la base dans des collectifs de luttes d’entreprises et de quartiers, avec des appels d’établissements et de syndicalistes… Les différentes initiatives, comme la grève unitaire du 10 septembre CGT, FSU, Solidaires, doivent s’inscrire dans un plan d’action de grève et de manifestations à l’appel d’une intersyndicale la plus large possible, en veillant à ce que la recherche de l’unité ne débouche pas sur le plus petit dénominateur commun en terme de revendications et d’action.

C’est la logique que propose Émancipation dans son tract de rentrée (disponible sur le site emancipation.fr).

Olivier Vinay